nitaires du Secrétariat risque de compromettre le succès du huitième Congrès et du programme dans son ensemble,

1. *Prend acte avec satisfaction* du rapport du Secrétaire général sur l'application de sa résolution 42/59³⁸, en particulier des recommandations pertinentes que le Comité pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance a formulées à sa dixième session, au cours de laquelle il a notamment examiné les résultats des réunions interrégionales préparatoires au huitième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants et approuvé leurs recommandations;

2. *Invite* le Conseil économique et social, lors de sa première session ordinaire de 1989, à accorder une attention prioritaire aux recommandations du Comité concernant, en particulier, l'application des résolutions du septième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants, l'étude des fonctions et du programme de travail de l'Organisation des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale et les préparatifs du huitième Congrès;

3. *Se félicite* des efforts déployés par les Etats Membres et le Secrétaire général pour traduire dans les faits les recommandations formulées dans le Plan d'action de Milan adopté par le septième Congrès et prie instamment les gouvernements qui ne l'ont pas encore fait d'informer comme il se doit le Secrétaire général de la suite donnée à ces recommandations;

4. *Souligne* qu'il incombe aux Etats Membres de continuer à faire des efforts concertés et systématiques pour renforcer la coopération internationale en matière de prévention du crime et de justice pénale, conformément au Plan d'action de Milan, et pour faciliter l'adoption par le huitième Congrès de stratégies concrètes de lutte contre la criminalité qui soient réalisables et constructives;

5. *Demande* à tous les Etats de prendre une part active aux préparatifs du huitième Congrès, de participer aux réunions préparatoires régionales qui se tiendront en 1989 et de se faire représenter au congrès quinquennal à un niveau élevé, et encourage les organisations intergouvernementales et non gouvernementales intéressées ainsi que les organismes spécialisés, dont les contributions techniques aux congrès ont toujours été très appréciées, à continuer de collaborer aux travaux de recherche et autres travaux préparatoires au huitième Congrès;

6. *Demande* aux institutions spécialisées, en particulier l'Organisation internationale du Travail, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, l'Organisation mondiale de la santé, l'Organisation de l'aviation civile internationale, l'Organisation maritime internationale, ainsi qu'aux autres organismes des Nations Unies, d'accorder l'attention et le rang de priorité voulus aux mesures nationales, régionales et internationales visant à lutter contre le crime et à améliorer l'administration de la justice;

7. *Invite* les Etats Membres à contribuer au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour la défense sociale afin d'appuyer les travaux de l'Organisation en matière de prévention du crime et de justice pénale, ainsi qu'à communiquer au Secrétaire général des propositions concernant la revitalisation du Fonds;

8. *Encourage* les Etats Membres et les organismes intéressés, en particulier la Banque mondiale, le Programme des Nations Unies pour le développement, le Département de la coopération technique pour le développement du Secrétariat et les commissions régionales, à soutenir et ren-

forcer les activités de coopération technique touchant la prévention du crime et la justice pénale, y compris les programmes de coopération interrégionale et régionale des Nations Unies pour la prévention du crime, et à apporter une assistance financière aux instituts régionaux de prévention du crime et de traitement des délinquants;

9. *Demande* au Secrétaire général d'appliquer les priorités relatives au programme de travail de l'Organisation des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale arrêtées aussi bien pour le huitième Congrès que pour les travaux de l'Organisation des Nations Unies en matière de justice pénale et de prévention du crime en général;

10. *Prie* le Secrétaire général de prévoir les ressources nécessaires aux préparatifs du huitième Congrès, y compris les réunions préparatoires régionales, et de veiller à ce que le Service de la prévention du crime et de la justice pénale du Centre pour le développement social et les affaires humanitaires soit doté d'effectifs qui lui permettent de faire face à ses responsabilités et de s'acquitter des tâches qui lui incombent;

11. *Prie également* le Secrétaire général de lui rendre compte de l'application de la présente résolution lors de sa quarante-quatrième session en présentant des éléments d'information mis à jour sur les préparatifs du huitième Congrès;

12. *Décide* d'examiner cette question à sa quarante-quatrième session, au titre du point de l'ordre du jour intitulé « Prévention du crime et justice pénale ».

75^e séance plénière
8 décembre 1988

43/100. Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes

L'Assemblée générale,

Considérant que l'un des buts des Nations Unies, énoncé aux Articles premier et 55 de la Charte, est de favoriser le respect universel des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction aucune, notamment de sexe,

Affirmant que les femmes et les hommes devraient participer dans des conditions d'égalité au développement social, économique et politique, contribuer sur un pied d'égalité à ce développement et bénéficier, à égalité, de meilleures conditions de vie,

Rappelant sa résolution 34/180 du 18 décembre 1979, par laquelle elle a adopté la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes,

Rappelant également ses résolutions antérieures relatives à la Convention, en particulier la résolution 42/60 du 30 novembre 1987, ainsi que les résolutions 1988/26 et 1988/48 du Conseil économique et social, en date des 26 et 27 mai 1988, respectivement,

Prenant acte des décisions prises les 7 et 8 mars 1988 à la quatrième Réunion des Etats parties à la Convention³⁹,

Consiente que l'application des Stratégies prospectives d'action de Nairobi pour la promotion de la femme⁴⁰ peut grandement aider à éliminer toutes les formes de discrimi-

³⁹ Voir CEDAW/SP/14.

⁴⁰ Rapport de la Conférence mondiale chargée d'examiner et d'évaluer les résultats de la Décennie des Nations Unies pour la femme : égalité, développement et paix. Nairobi, 15-26 juillet 1985 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F 85.IV.10), chap. I, sect. A.

nation à l'égard des femmes et à instaurer l'égalité de droit et de fait entre hommes et femmes,

Notant que la Conférence mondiale chargée d'examiner et d'évaluer les résultats de la Décennie des Nations Unies pour la femme : égalité, développement et paix a souligné qu'il importe de ratifier la Convention,

Ayant examiné le rapport du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes sur les travaux de sa septième session⁴¹,

Notant que le Comité a décidé de tenir dûment compte, lors de l'examen des rapports, des différents systèmes culturels et socio-économiques des Etats parties à la Convention,

1. *Note avec préoccupation* qu'un nombre décroissant d'Etats Membres viennent ratifier la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes ou y adhérer;

2. *Demande instamment* à tous les Etats qui n'ont pas encore ratifié la Convention ou n'y ont pas encore adhéré de la faire dès que possible;

3. *Souligne* qu'il importe que les Etats parties s'acquittent avec la plus grande rigueur des obligations qui leur incombent en vertu de la Convention;

4. *Prend acte* du rapport du Secrétaire général sur l'état de la Convention⁴² et le prie de lui présenter annuellement un rapport sur l'état de la Convention;

5. *Prend acte* du rapport du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes sur les travaux de sa septième session;

6. *Demande instamment* aux Etats parties de faire le maximum en vue de soumettre leurs rapports initiaux sur l'application de la Convention conformément aux dispositions de l'article 18 de celle-ci, ainsi qu'aux directives du Comité;

7. *Prend acte* des recommandations générales que le Comité a adoptées à l'issue du débat qu'il a consacré, lors de sa septième session, aux moyens d'appliquer l'article 21 de la Convention⁴³;

8. *Prend note avec préoccupation* des indications du Comité concernant les limitations qui lui sont imposées et les problèmes qu'il rencontre en raison du manque de ressources;

9. *Salue* les efforts faits par le Comité pour rationaliser ses procédures et accélérer l'examen des rapports périodiques, ainsi que pour élaborer des procédures et directives pour l'examen des deuxièmes rapports, et l'encourage vivement à poursuivre en ce sens;

10. *Décide* de maintenir à l'étude la demande de séances supplémentaires formulée par le Comité;

11. *Prie* le Secrétaire général de fournir, dans les limites des ressources disponibles, le personnel et les moyens matériels dont le Comité a besoin pour s'acquitter efficacement de ses fonctions;

12. *Réaffirme* que, à cet effet, les ressources de la Division de la promotion de la femme du Centre pour le développement social et les affaires humanitaires du Secrétariat devraient être renforcées par divers moyens, notamment le redéploiement, sans préjudice des ressources actuellement allouées à l'Office des Nations Unies à Vienne;

13. *Prie également* le Secrétaire général de tenir dûment compte, lors de l'élaboration du budget-programme

de l'exercice biennal 1990-1991, du paragraphe 9 de l'article 17 de la Convention en mettant à la disposition du Comité le personnel et les moyens matériels qui lui sont nécessaires pour s'acquitter efficacement de ses fonctions, de façon qu'il puisse exécuter son mandat aussi efficacement que les autres organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme;

14. *Prie* le Comité de continuer à tenir compte des considérations de coût et d'efficacité ainsi que des autres éléments pertinents lorsqu'il détermine le lieu de ses réunions;

15. *Prie* le Secrétaire général de fournir au Comité une évaluation des coûts de la tenue de ses réunions à l'Office des Nations Unies à Vienne et au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York, calculés sur la base de services complets — notamment participation des administrateurs compétents de la Division de la promotion de la femme, de juristes spécialisés dans l'application des traités relatifs aux droits de l'homme et d'un personnel de secrétariat suffisant —, et de transmettre cette information au Conseil économique et social à sa première session ordinaire de 1989;

16. *Prie* le Secrétaire général, agissant dans la limite des ressources disponibles et utilisant en particulier les crédits mis à la disposition du Département de l'information du Secrétariat, d'assurer, de faciliter et d'encourager les activités d'information relatives au Comité et à la Convention, en accordant la priorité à la diffusion de la Convention dans les langues officielles de l'Organisation des Nations Unies;

17. *Prie également* le Secrétaire général de communiquer, pour information, le rapport du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes à la Commission de la condition de la femme;

18. *Prie en outre* le Secrétaire général de lui présenter un rapport sur l'application de la présente résolution lors de sa quarante-quatrième session et de le transmettre à la Commission de la condition de la femme à sa trente-quatrième session.

75^e séance plénière
8 décembre 1988

43/101. Application des Stratégies prospectives d'action de Nairobi pour la promotion de la femme

L'Assemblée générale,

Rappelant toutes ses résolutions pertinentes, en particulier les résolutions 40/108 du 13 décembre 1985 et 42/62 du 30 novembre 1987 dans lesquelles elle a, entre autres, fait siennes les Stratégies prospectives d'action de Nairobi pour la promotion de la femme⁴⁰ d'ici à l'an 2000 et énoncé les mesures à prendre en vue de leur mise en œuvre immédiate et de la réalisation d'ensemble des buts et objectifs de la Décennie des Nations Unies pour la femme : égalité, développement et paix,

Tenant compte des résolutions 1987/18, 1987/19, 1987/20, 1987/21, 1987/22, 1987/23, 1987/24, 1987/25 et 1987/26 du Conseil économique et social, en date du 26 mai 1987, ainsi que les résolutions 1988/19, 1988/21, 1988/22 et 1988/29 du Conseil, en date du 26 mai 1988,

Rappelant les Principes directeurs pour les politiques et programmes de protection sociale orientés vers le développement dans un avenir proche⁴⁴ qu'a adoptés la Consulta-

⁴¹ Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-troisième session, Supplément n° 38 (A/43/38).

⁴² A/43/605.

⁴³ Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-troisième session, Supplément n° 38 (A/43/38), chap. V, par. 770.

⁴⁴ Voir E/CONF.80-10, chap. III.